

Commission: Conseil de l'UE des ministres de l'intérieur: intégration, jeunesse et culture.

Problématique: Europe terre d'accueil: quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE?

Auteur: Estonie

L'Estonie est un pays balte entouré par la mer Baltique, la Russie et la Lettonie, dont la capitale est Tallinn. Après son indépendance définitive tardive en 1991 avec la chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, elle rejoint l'Union Européenne en mai 2004, l'espace Schengen en 2007, puis la zone euro en 2011, ainsi que l'OTAN depuis le 20 mars 2004. C'est une république parlementaire dirigée depuis janvier 2021, par la Première Ministre Kaja Kallas, première femme à occuper cette fonction, appartenant au Parti de la réforme, parti estonien libéral de centre droit membre du groupe Renew Europe.

Sachant que l'Europe est depuis très longtemps une terre recherchée par les migrants, notamment par les jeunes entre 18 et 30 ans, leur intégration réussie est essentielle afin d'assurer le bien-être, la prospérité et la cohésion des sociétés, compte tenu du vieillissement démographique de nombreux pays européens. C'est ainsi que l'UE tient à mettre en place un plan d'action pour l'intégration définissant les principaux axes d'action pour coordonner les politiques entre autorités nationales et favoriser les échanges entre elles. De 2021 à 2027, par le biais du financement soutenant les politiques sociales d'intégration au sein des États membres, les fonds européens seront destinés aux actions suivantes: l'éducation inclusive, l'accès aux emplois, aux soins, ainsi que le droit au logement digne.

L'Estonie attire chaque année un considérable nombre de migrants, mais ce nombre s'est fortement accru en 2022 en raison de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'Estonie est en effet le deuxième pays accueillant le plus grand nombre de réfugiés ukrainiens proportionnellement à sa population. Il s'agit alors d'un important enjeu pour le pays que d'assurer l'intégration des 50 000 personnes ayant fui cette guerre, puisque le secours immédiat ayant eu lieu, il est dorénavant question de centrer l'aide, plutôt que dans le soutien matériel, dans des problèmes de long terme tels que l'apprentissage de la langue officielle (l'estonien), la formation professionnelle des immigrés pour faciliter leur accès au marché du travail, et surtout le droit à l'éducation de qualité inclusive. Dans ce dernier aspect, "Par rapport à d'autres pays, l'Estonie compte le plus grand nombre d'enfants qui ont fui l'Ukraine et ont trouvé leur chemin vers les écoles locales. 93% de tous les enfants réfugiés. C'est une grande réussite, dans d'autres pays européens, c'est moins de la moitié.", a déclaré la représentante des pays nordiques et baltiques dans le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

En outre, l'indice international des politiques d'intégration des migrants (MIPEX) souligne que les politiques d'intégration effectuées par l'Estonie sont davantage avancées que celles des autres États baltes et de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. Avec un score de 50 sur 100 sur l'échelle du MIPEX 2020, le pays est considéré comme ayant une « approche globale » de l'intégration qui garantit globalement l'égalité des droits, des opportunités et de la sécurité aux migrants.

Effectivement, ces dernières années l'Estonie a contribué à l'intégration et à l'inclusion et a mis en place jusqu'à présent quatre stratégies d'intégration consécutives, actuellement, le pays aborde le projet Cohesive Estonia strategy depuis 2021 et continuera jusqu'en 2030, ce plan a pour finalités principales de conduire à la cohésion sociale, de contribuer aux politiques de l'Union Européenne, et de contribuer à la mise en oeuvre des objectifs mondiaux de développement durable (similaires aux intentions du plan d'intégration de l'UE).

Dans cette même perspective, l'Estonie qui ne néglige pas pour autant le rôle des ONG fait partie du programme de soutien du Conseil Nordique des Ministres (NCM) favorise la coopération entre pays nordiques et baltes et les ONG, afin d'assurer le développement d'une société civile forte et dynamique dans la région de la mer Baltique et contribue à accroître la capacité des ONG en partageant expériences et connaissances avec les partenaires nordiques.

De plus, la sensibilisation des locaux et la lutte contre la xénophobie étant un point à améliorer, l'Estonie proposera durant les débats la collaboration des États membres dans la mise en commun de fonds européens utiles à des programmes anti-discrimination favorisant la cohésion des migrants, et à la création d'espace ou sociétés dans lesquels les étrangers se sentent inclus et bienvenus à la fois que proches de leurs origines.

L'Estonie, face à la foulée d'immigrés venus d'Ukraine, conséquence des attaques Russes, exprimera également pendant les débats sa volonté de création d'un accord pour garantir la répartition équitable entre les pays de l'UE des responsabilités face aux flux massifs de migrants qui se concentrent dans les pays de l'est, l'Estonie demandera davantage d'aide pour reconduire certains réfugiés et soulager la pression sur les pays frontaliers à la Russie et l'Ukraine.

En conclusion, l'Estonie reste favorable aux intentions de l'Union Européenne en matière d'intégration et d'inclusion des migrants. L'Estonie mettra de sa part et de tout ce qu'il faudra lorsqu'il s'agira de la bonne gestion des migrants en vue de bénéficier le pays en soi, les immigrants, et les futurs 5 000 réfugiés ukrainiens qui sont prévus pour l'année prochaine.